



HAL
open science

Suzanne Mériaux : témoignage

Denis Poupardin

► **To cite this version:**

Denis Poupardin. Suzanne Mériaux : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 2, Editions INRA, 214 p., 1998, Archorales. hal-02837922

HAL Id: hal-02837922

<https://hal.inrae.fr/hal-02837922>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Mériaux *Suzanne*, Paris, le 26 Janvier 1996

S.M. — Je suis née, le 25 avril 1924, à Cramans, dans le Jura. Mes parents tenaient une ferme d'une trentaine d'hectares qui faisait de la polyculture élevage (dans la région, il n'y avait guère que de petites ou moyennes exploitations), et j'ai fait mes études secondaires à Besançon, dans une institution privée. J'avais envie de faire médecine. Mais, en fait, j'ai hésité après le Bac, à faire des études littéraires ou des études scientifiques. C'était pendant la guerre et mes parents n'ont pas souhaité que je reste dans une ville qui était très bombardée. J'ai donc interrompu mes études de 1940 à 1942 et, pendant ce temps-là, j'ai décidé de me faire institutrice : j'ai fait un certain nombre de remplacements à cet effet et, au bout de deux ans, j'ai passé un CAP (Certificat d'Aptitude à la Pédagogie), dans le but d'être titularisée. J'ai exercé ce métier d'institutrice pour occuper provisoirement mon temps, sans avoir fait du tout de pédagogie, dans des classes comportant parfois des enfants allant de 4 ans à 14 ans, dans des classes uniques, mais aussi des cours complémentaires normaux. Après cette période transitoire, j'ai décidé de reprendre mes études, en 1944. Mais j'allais sur mes 20 ans et il était hors de question que je commence des études de médecine ou que je m'inscrive dans une classe préparatoire. J'ignorais, du reste, à cette époque, la filière des grandes écoles scientifiques, en particulier celle des grandes écoles agronomiques. Je suis donc entrée à la Faculté des Sciences pour faire une licence de sciences naturelles (que j'ai obtenue en 1946 ainsi qu'une licence d'italien). Très vite, je me suis passionnée pour la géologie, si bien que le professeur de cette discipline m'a recrutée comme assistante.

D.P. — **Comment s'appelait votre professeur de géologie à Besançon ?**

S.M. — Il s'agissait de L. Glangeaud qui est venu, par la suite, à Paris, à la chaire de géologie dynamique occupée aujourd'hui par Ghilain de Marcilly. J'ai donc été assistante de géologie pendant un an, le hasard ayant voulu que je rencontre, à cette époque, celui avec lequel je me suis mariée. C'était un élève-ingénieur à l'École nationale du génie rural que j'ai rejoint à Paris. Plusieurs possibilités se sont offertes alors à moi :

- entrer comme assistante au Muséum d'histoire naturelle en paléontologie ou en minéralogie.
- ou entrer à l'INRA, choix que mon mari, ingénieur agronome, avait pour sa part envisagé, avant d'opter pour le Génie Rural qui offrait, outre son intérêt professionnel, de meilleures possibilités de carrière. Il avait toutefois conservé la nostalgie de la recherche et m'avait poussée dans cette voie.

Il n'y avait vraiment pas beaucoup de femmes à l'INRA, à cette époque. Je me suis rendue à Versailles et ai fait la rencontre de M. Pierre Boischoit qui était le chef du département d'Agronomie. Pour des raisons diverses, peut-être parce que je ne sortais pas de l'Agro et que j'étais une femme, il a exclu la possibilité de me recruter, me conseillant toutefois d'aller voir M. Hénin, qui avait un laboratoire de physique du sol et qui m'a recrutée comme ACS (Agent Contractuel Scientifique) en 1947, début de ma carrière à l'INRA. Comme j'avais étudié la minéralogie, M. Hénin qui travaillait au laboratoire de minéralogie du Muséum d'Histoire Naturelle avec Mlle Caillère, a souhaité que je m'intéresse aux processus de transformation d'argiles. Pendant quelques temps, j'ai eu peu d'initiatives dans ces recherches, me bornant à appliquer les instructions de M. Stéphane Hénin et de Mlle Caillère. Mais, au bout d'un an, comme mon mari avait fini sa scolarité à l'école du Génie Rural et avait choisi Dijon comme poste d'affectation, j'ai accepté de rejoindre la station départementale de recherche agronomique qui existait dans cette ville.

D.P. — **Cette ancienne station départementale dépendait-elle déjà de l'INRA à cette époque ?**

S.M. — Elle avait été rattachée à l'INRA, mais elle avait conservé, en 1948, des laboratoires travaillant pour des besoins locaux, dans les domaines de la répression des fraudes et des analyses de terre. Le direc-

teur, M. Mathieu, émargeait toutefois au budget de l'INRA. Jeune ACS, je travaillais seule avec lui, entourée de trois autres personnes, ce qui me changeait de Versailles. Mais, comme il pressentait que j'allais tomber dans un milieu intellectuellement un peu pauvre, S. Hénin m'avait incitée à préparer une thèse à la Faculté des Sciences de Dijon, en m'orientant sur M. Boutaric, professeur de physico-chimie. J'ai soutenu finalement cette thèse, en 1953, devant un jury présidé par M. Bourcart, professeur à l'Université de Paris (Jussieu). 4 ans plus tôt, en 1949, je me suis présentée au concours d'assistant avec nomination en 1950.

D.P. — Pourriez-vous raconter comment s'est passé ce concours d'assistant ? Quels étaient les membres du jury ?

S.M. — Il y avait de vieux messieurs dont beaucoup sont morts depuis. J'étais jeune et très émue et je me souviens qu'à l'oral j'avais été un peu désarçonnée par une question, mais les membres du jury m'avaient fait de grands sourires pour m'encourager. Ces vieux messieurs étaient très impressionnants. Il devait y avoir dans le jury, des gens illustres, comme M. Albert Demolon, M. Lenglen, Maurice Javillier, mais je n'en ai pas gardé un souvenir très précis.

D.P. — M. Hénin et M. Boischot siégeaient-ils également dans votre jury ?

S.M. — M. Boischot probablement puisqu'il était chef de département, M. Hénin, c'est moins sûr car il était très spécialisé. Il n'y avait pas, à Dijon, de préparation aux épreuves du concours.

D.P. — En quoi consistaient ces épreuves ?

S.M. — Il y avait des épreuves écrites et orales et des travaux pratiques portant généralement sur des dosages.

D.P. — Le fait d'être une femme était-il considéré par vous comme un handicap ?

S.M. — Cela ne l'a pas été pour ce concours-là, mais cela l'a été pour les suivants, en particulier pour le concours de Directeur de Recherche.

D.P. — Comment ont évolué ultérieurement vos activités scientifiques ?

S.M. — Tout en poursuivant mon travail de thèse, j'ai participé à la station à des travaux destinés à mieux connaître les caractéristiques du milieu et notamment les aptitudes et les contraintes diverses des sols. J'ai donc commencé par faire de la pédologie, ce qui me plaisait bien, ayant fait précédemment de la minéralogie et de la géologie.

D.P. — Quel était l'état de votre discipline au début des années 50 ? Existait-il alors des écoles de pensée différentes sur la façon d'entreprendre des recherches en sciences du sol ?

S.M. — Il y avait peut-être des écoles de pensée différentes, mais je les ignorais, me trouvant pratiquement, en effet, presque en dehors de tous les circuits d'information. Pragmatique, j'effectuais mes travaux pédologiques, sans y prêter vraiment attention. La région était grande, ne comportant pas moins de huit départements qu'il s'agissait de prospecter petit à petit, sans avoir reçu, pour ce faire, de directives précises. C'est seulement à partir du milieu des années 50, que leur diffusion plus large nous a permis de réaliser un travail sur des bases plus rigoureuses.

D.P. — Étiez-vous livrée alors complètement à vous-même ?

S.M. — Oui, tout à fait ! Quand je compare ce que j'ai connu à ce qui existe aujourd'hui, je trouve que les jeunes ont une chance folle d'être bien encadrés. De mon temps, seuls étaient encadrés ceux qui travaillaient à Paris ou à Versailles. Mais les gens qui, comme moi, étaient partis très tôt en province, se trouvaient totalement laissés à eux-mêmes. Ne faisait exception à cette règle que Mme Blanc qui pouvait bénéficier à Antibes des conseils et de l'aide de M. Gustave Drouineau. Mais, en dehors d'elle, je ne pense pas qu'il y ait eu vraiment d'autres endroits où les chercheurs étaient alors bien encadrés.

D.P. — **Vous vous êtes assignée la tâche de parcourir ainsi tous les départements de votre région. Quels sont les prélèvements de sol auxquels vous avez procédé alors ?**

S.M. — Les stations d'agronomie avaient l'habitude jusque là de ne s'intéresser qu'à la couche de terre la plus superficielle, en vue d'y mettre des engrais et de rehausser leur fertilité. Rares étaient celles qui se souciaient, en effet, de la formation des sols et de leur évolution en vue d'une généralisation des analyses ponctuelles. Mais, comme j'avais fait de la géologie, j'avais le désir de mieux comprendre les processus de transformation qui se produisaient à partir de la roche mère. Je me laissais guider, par ailleurs, par des impulsions personnelles. Le travail s'est toutefois organisé sur des bases plus scientifiques, après le départ de M. P. Boisshot, au milieu des années 60. Les pédologues et physiciens du sol (comme M. S. Hénin) ont pu alors faire davantage entendre leurs idées et les faire prévaloir sur les préoccupations agronomiques traditionnelles.

D.P. — **L'audience des travaux de M. Hénin sur la physique des sols était-elle enfin perçue à Dijon ?**

S.M. — Oui, mais beaucoup de stations d'agronomie de province, n'y prêtaient guère attention et continuaient à effectuer les analyses de sol auxquelles elles étaient habituées. Elles restaient fidèles, en effet, aux études de fertilisation et étaient peu désireuses de prendre un virage plus pédologique. J'ai continué ainsi le travail que j'avais entrepris durant toutes les années 50. Entre temps, le directeur de la station départementale est décédé en 1956 et Pierre Gouny, un chercheur d'Avignon, a été dépêché sur les lieux pour le remplacer. Comme, au bout de quelques années, il a été nommé directeur de la station d'Avignon, la Direction générale m'a proposé, en 1960, de prendre la direction de la station de Dijon, fonction que j'ai exercée jusqu'en 1972.

D.P. — **Vous étiez très jeune alors, dans une région qui vous restait encore étrangère. La tâche qui vous attendait n'a pas dû être facile ?**

S.M. — Contrairement à M. P. Boisshot, M. Hénin m'appréciait bien ainsi que d'autres scientifiques dont j'avais fait la connaissance au moment des concours.

D.P. — **En quelle année avez-vous passé les concours de Chargé de Recherches et de Maître de Recherches ?**

S.M. — J'ai été reçue au concours de Chargé de Recherches, en 1954, à celui de Maître de Recherches en 1961. Je crois que j'ai dû me présenter deux fois à ce concours, en raison du très grand nombre de candidats. Quelques années plus tard, j'ai été inscrite, de façon automatique, sur la liste d'aptitude. Mais c'est au concours de Maître de recherches que j'ai senti le plus le handicap lié à mon sexe. M. Boisshot défendait M. Dupuy, un candidat qui se trouvait à Arras, sans grande activité, estimant qu'il ne pouvait rien faire, n'ayant pas assez de crédits à sa disposition. M. Delmas et moi-même qui estimions qu'il fallait travailler d'abord pour obtenir les crédits dont nous avions besoin étions bien vus par M. Bustarret. Toutefois, ce dernier était en opposition avec M. P. Boisshot et aucun candidat n'était retenu. Ce scénario n'a duré pas moins de cinq ans ! Pour sortir de cette situation apparemment inextricable, M. Bustarret a fini par faire passer M. Dupuy, ce qui nous a permis par la suite d'être enfin reçus.

D.P. — Vous avez été contrainte de vous présenter cinq fois de suite au concours de Maître de Recherches. A l'époque, ces échecs répétés étaient-ils été durs à supporter ?

S.M. — Je ne comprends pas que le jury n'ait pas réussi à trancher autrement, parce qu'il était reconnu que nous avions bien travaillé et fait largement nos preuves. Pour le concours de directeur de recherche, les choses ont failli recommencer. Il y avait deux postes pour 4 candidats, Mme Blanc, J. Delmas, R. Blanchet et moi. Les candidats étaient d'égale valeur. Pour les départager, le jury s'est appuyé sur le fait que deux d'entre eux étaient des femmes mariées qui pouvaient bien attendre l'année suivante pour être reçues. L'argument utilisé était que nos maris pouvaient subvenir largement à nos besoins ! Mme Blanc et moi n'avons été promues effectivement que l'année suivante.

D.P. — Pourriez-vous revenir un peu plus longuement sur vos activités à Dijon, une fois devenue directeur de la station ?

S.M. — J'ai été nommée directeur de la station de Dijon en 1960, après l'avoir été en 1955 à titre intérimaire. J'avais développé une thématique de recherche dans un contexte où l'INRA avait plus de moyens. Il y avait plusieurs chercheurs et des techniciens. Mon mari qui était ingénieur du génie rural à Dijon, a été nommé ingénieur en chef, en 1961. A cette époque, Edgar Pisani était ministre de l'Agriculture, M. Henri Ferru directeur de l'INRA et M. Jean Bustarret, inspecteur général. Il était question du transfert d'équipes de recherches à Dijon. Ayant déjà créé sur place l'ENSA, l'ENITA, Edgar Pisani avait exigé, en effet, une décentralisation des équipes à Dijon. Comme je me trouvais déjà sur place et que mon mari, ingénieur en chef du Génie Rural, pouvait jouer un rôle utile dans l'instruction des dossiers techniques, j'ai été chargée de m'occuper de la création du nouveau Centre, rue de Sully.

D.P. — Où se trouvait située la station départementale dans laquelle vous travailliez jusque là ?

S.M. — Elle était installée avenue Victor Hugo. Il n'y avait que deux laboratoires et un bureau. C'était vraiment tout petit !

D.P. — Quels sont les problèmes auxquels vous avez été confrontée ? Le domaine d'Époisses existait-il déjà ?

S.M. — Le domaine d'Epoisses existait auparavant et je n'ai pas dû m'en occuper. Pendant que j'étais avenue Victor-Hugo, M. Georges Méneret y dirigeait la station d'amélioration des plantes. C'est Jean Picard qui a pris, par la suite, sa direction. Mais, en même temps qu'on décentralisait des équipes de Versailles sur Dijon-ville, c'est-à-dire rue Sully, on décentralisait d'autres équipes sur Époisses. Il y avait ainsi deux demi-centres qui étaient créés, l'un à Dijon-ville, l'autre à Époisses. Les deux centres se sont développés parallèlement, mais je ne me suis occupée personnellement que de celui de Dijon-ville, rue Sully.

D.P. — Le département d'agronomie était déjà installé à Dijon, le département d'amélioration des plantes n'y venant que plus tard. Le choix de deux implantations différentes était-il justifié par le désir partagé de rester chacun chez soi ?

S.M. — Le problème ne s'est pas posé en ces termes. Je travaillais déjà à Dijon-ville. Quant au domaine d'Epoisses, c'était un ancien domaine de la SNCF dont s'était occupé antérieurement M. Jean Bustarret. Le département d'amélioration des plantes n'a pas eu à choisir. Il avait besoin de grands terrains et a repris tout naturellement le domaine d'Epoisses.

D.P. — Oui, mais pour quelles raisons n'a-t-on pas concentré toutes les installations sur ce domaine d'Epoisses ? Pour quelles raisons a-t-on éprouvé le besoin de créer une autre implantation à Dijon ?

S.M. — Parce que c'était dans le quartier des facultés et que les équipes qui venaient de Versailles (la Technologie, la Faune et la Flore du sol, la Microbiologie, les Aliments de l'homme) n'auraient jamais admis d'aller à Époisses. Toutes voulaient être, en effet, à proximité de l'Université. C'était la motivation principale. Mais des gens comme Claude Martin, qui sortait de chez Georges Morel, ont souhaité aller à Époisses pour rester à proximité de la Malherbologie et de l'Amélioration des plantes.

D.P. — **Vous avez dû avoir une charge administrative écrasante pour mettre en place toutes les équipes qui arrivaient ?**

S.M. — Vous voyez à quelle sauce étaient mis alors de jeunes chercheurs ! Je n'étais, en effet, pas très âgée, à ce moment-là. On ne donnerait plus de telles responsabilités aujourd'hui à des gens de cet âge-là. Quand E. Pisani est venu inaugurer la station, M. H. Ferru a pu lui dire que la moyenne d'âge de la station d'agronomie était seulement de 35 ans. C'était dire alors la jeunesse des effectifs. Mais en écrasant des jeunes isolés sous le poids de charges administratives, on a interdit à beaucoup de faire une carrière scientifique de très haut niveau, ce qui est quand même un peu dommage.

D.P. — **Quelles sont les équipes que vous avez accueillies ? Sont-elles arrivées toutes au même moment ou en des temps séparés ?**

S.M. — Cela s'est fait en deux temps. En 1960, la station d'agronomie s'est installée rue Sully, dans le premier bâtiment construit. Elle s'est étoffée progressivement avec l'arrivée de nouvelles recrues : Claude Duthion, Jean Chrétien, Gérard Catroux, Albert Libois, Mme Lefèvre.

Il a fallu s'occuper, par la suite, des constructions destinées aux autres équipes. Celles-ci sont venues ensemble, un ou deux ans après. Le regroupement à Dijon s'était fait sur une base thématique, puisqu'étaient réunies dans le même centre la station d'Agronomie et les aspects faune, microbiologie du sol, avec G. Catroux, et flore pathogène du sol. Les Aliments de l'homme, avec Jean Causeret, et les aspects technologiques, avec Pierre Dupuy et M. Henri Blachère, se trouvaient également représentés.

D.P. — **Le Centre de Dijon accordait ainsi une place très importante à tout ce qui concernait l'étude des sols ?**

S.M. — Oui. Mais, si les équipes s'entendaient bien entre elles, elles n'avaient pas tellement de programmes en commun. Chacune d'elles vivait un peu sur sa lancée, ce qui serait un peu impensable aujourd'hui : les équipes arriveraient parce qu'il y a un programme et non en espérant qu'un jour elles en auraient un.

D.P. — **Au fond, on se préoccupait d'abord d'expédier des équipes en province avant de songer aux collaborations qu'elles pourraient établir entre elles ?**

S.M. — Ce n'était, sans doute, pas la bonne formule. Mais il fallait tenir compte de la volonté politique qui s'exprimait et du désir de E. Pisani de créer un gros centre de recherche et d'enseignement à Dijon, au niveau agricole et agronomique. Le projet n'a pas été conçu autour d'une thématique précise. Les réflexions sur celle-ci sont venues après ! La Direction s'est demandé qui elle allait envoyer à Dijon. A partir du moment où il y avait, sur place, une station d'Agronomie, elle s'est efforcée d'organiser autour d'elle quelque chose de cohérent. Les équipes sont arrivées, chacune avec leur programme. Notre station a continué de même à travailler sur sa lancée. Elle avait parfois des discussions avec les autres équipes, mais, comme celles-ci avaient été plus ou moins parachutées, elles ont été peu disposées à se lancer tout de suite dans des travaux pluridisciplinaires.

D.P. — **Le fait que ces laboratoires faisaient partie de départements différents ne devait pas non plus faciliter les choses ?**

S.M. — Les rapprochements qui se sont réalisés ont été plus le fait des individus que des départements scientifiques. Par exemple, J. Chrétien qui était pédologue a rapidement collaboré avec la microbiologie des sols. L'ensemble initial présentait une logique sur le papier mais elle avait un caractère souvent assez formel. Les agents étaient venus, en effet, de Versailles, souvent contraints et forcés. Il avait fallu leur accorder parfois quelques avantages matériels, en contrepartie des inconvénients et des désagréments personnels qui leur avaient été imposés.

D.P. — **Ces avantages qui leur étaient accordés portaient-ils sur des facilités d'accès plus grandes aux grades supérieurs ?**

S.M. — Il faudrait le demander au personnel des stations de Microbiologie, de Flore pathogène et de Faune du sol, de Technologie et des Aliments de l'homme. Je ne pense pas que cela ait été très marquant. Ceci pour dire qu'il n'est pas possible d'imposer une collaboration entre des équipes de recherche. Il faut, en effet, que celle-ci vienne de la base. Après, on peut procéder à tous les ajustements qui s'avèrent nécessaires.

D.P. — **Cette conviction est-elle née de l'expérience d'institutrice que vous avez évoquée ?**

S.M. — Les gens qui étaient venus de Versailles n'avaient rien contre nous parce que nous nous connaissions et travaillions dans la même institution, mais ils étaient venus à contrecœur, ce qui avait des répercussions sur l'ambiance de travail et ne facilitait guère les échanges.

D.P. — **Aviez-vous été pressentie pour devenir administrateur du Centre ?**

S.M. — Oui, mais j'avais déjà trop à faire. C'est M. Barret, directeur de la station de Technologie qui est devenu le premier administrateur. J'ai consenti à être administrateur-adjoint, de 1968 à 1970, mais je n'ai jamais voulu être administrateur en titre parce que je trouvais que j'avais déjà bien assez de charges sur les bras.

D.P. — **Comment devenait-on administrateur à l'époque ? La nomination à cette fonction résultait-elle d'une décision de la Direction générale ou venait-elle ratifier un désir exprimé par les différents chefs de service ?**

S.M. — Il y avait des réunions entre les chefs de service qui faisaient des propositions suivies généralement par la Direction. Le choix résultait un peu d'une cooptation.

D.P. — **Y avait-il un tour organisé ?**

S.M. — Oui, il y avait un tour de rôle. Les administrateurs l'étaient en général pour trois ans, mais ce n'était pas institutionnalisé comme maintenant.

D.P. — **Donc, dans les années 1960, vous êtes directeur de la station d'agronomie. Comment le travail y était-il organisé ? Quels axes de recherche avez-vous privilégiés ?**

S.M. — Je m'étais intéressée à la pédologie. C'était aussi le cas de J. Chrétien qui avait été recruté. Nous avons développé un volet "études pédologiques", comportant des aspects plus fondamentaux (pédogenèse, évolution pédologique), en liaison avec des pédologues de Versailles, de l'ORSTOM (G. Aubert), de l'école forestière de Nancy (P. Duchaufour). Nous étions très en relation avec eux, faisons souvent des sorties ensemble. Ils avaient mis en place une méthodologie. Georges Aubert et P. Duchaufour appartenaient à la même école, la pédologie génétique. Il n'y avait pas entre eux d'opposition majeure.

re. Les divergences de vue existaient plutôt entre pédologues et agronomes, qui ne s'intéressaient qu'à la surface des sols, à la fertilisation. Les oppositions que nous avons avec ce derniers, se sont toutefois amenuisées quand S. Hénin a succédé à M. Boischoat. S. Hénin était très favorable à la pédologie, Gustave Drouineau aussi. Les malentendus se sont du même coup rapidement résorbés, laissant place à une bonne entente. Il y avait des gens qui préféraient poursuivre des études de fertilisation, c'était leur problème. Mais d'autres penchaient plus pour les études pédologiques. La station avait donc ce volet pédologie qu'elle avait choisi et qui était destiné à apporter des connaissances plus sérieuses sur les sols de la région. Cette orientation l'a conduit à réaliser plusieurs cartes des sols au 100 millième, dans le cadre du programme français de cartographie des sols au 100 millième, ce qui s'appelait SESCOF (1).

A côté de ce volet pédologie, la station d'agronomie avait un volet physique du sol (dont je m'occupais) et un volet chimie du sol auquel s'intéressait notamment C. Duthion.

Dans le volet physique du sol, je me suis intéressée dans un premier temps, à la structure des sols, puis au problème de circulation de l'eau dans les sols. Les travaux que j'ai entrepris ont débouché sur des applications au niveau du drainage. Ils s'appuyaient sur les études pédologiques qui étaient effectuées et qui montraient l'existence de sols hydromorphes. M'étant rendue compte que l'étude de l'eau dans le sol ne pouvait constituer une fin en soi, et que l'eau dans le sol était faite pour les plantes, j'en suis arrivée à un autre volet plus physiologique, l'étude globale de l'eau sur les plantes de grande culture, les effets de la sécheresse et de l'excès d'eau sur leur croissance. Nous avons essayé notamment de déterminer sur les plantes fourragères leurs besoins en eau et en éléments nutritifs. Nous avons beaucoup travaillé alors au domaine d'Époisses où nous avons nos terrains expérimentaux et des serres. La station d'agronomie s'était équipée, en effet, entre temps, comme toutes les autres stations. On était loin du temps de l'avenue Victor Hugo !

D.P. — Utilisez-vous aussi les terrains qui se trouvaient autour des bâtiments de la rue Sully ?

S.M. — Ils étaient peu étendus et ont servi surtout aux implantations de serres. Il était impossible de faire là des expérimentations. Nous avons utilisé toutefois quelques micro-parcelles pour des choses très ponctuelles.

D.P. — Vous avez été conduite à vous poser de nouvelles questions et à les formuler de façon plus scientifique. Y a-t-il eu d'autres bifurcations que vous avez prises ?

S.M. — Je m'étais intéressée à la physique du sol et à ses aspects structurels, parce que j'avais une formation de minéralogiste au départ et à la suite des travaux que j'avais faits avec M. Hénin sur les argiles. Quand je me suis intéressée à l'eau, qui était très liée à la structure des argiles, j'ai été amenée à étudier de plus près les plantes et notamment leur alimentation en eau, les stress hydriques dont elle pouvaient avoir à souffrir. A la fin de mon séjour à Dijon, je ne m'occupais plus que de l'eau dans les plantes. Je suivais encore certaines études de pédologie, mais mon programme de recherche était axé sur l'eau dans la plante. Il y avait quand même un fil directeur.

Je suis partie de Dijon pour suivre mon mari promu au grade supérieur. M. Ferru et M. Bustarret avaient antérieurement été opposés à son départ, voyant bien l'aide qu'il apportait à la construction du Centre. Il est resté, dès lors, sur place jusqu'en 1971 inclus, mais constatant que la station tournait bien, j'ai éprouvé, comme lui, le besoin de changer. Il faut faire, en effet, attention, le danger dans la recherche étant de se scléroser très vite : face aux mêmes personnes dont on connaît à la longue les formes de pensée et les modes de raisonnement, on a tendance à ne plus se remettre en cause et à ne plus faire marcher son imagination.

Nos enfants n'étant plus à la maison, j'ai envisagé un changement, à condition de pouvoir continuer à travailler dans le domaine de l'eau. J'ai ainsi suivi mon mari à Nîmes, poste qui nous avait tenté en raison du climat très différent de celui si rigoureux de Dijon. J'ai eu beaucoup de difficultés pour partir et je dois mon départ à la compréhension de M.M. Bustarret et Drouineau qui ont trouvé une formule astucieuse. Si l'INRA n'avait aucune implantation à Nîmes, ayant regroupé ses installations à Montpellier et à Avignon, il y avait, par contre, sur place la Compagnie d'aménagement du Bas

Rhône-Languedoc, dirigée par Philippe Lamour, qui s'occupait de l'aménagement hydraulique de la région. J'ai été nommée chargée de mission auprès du Bas-Rhône pour les problèmes de l'eau. J'avais un travail en rapport avec mes précédentes occupations et j'étais rattachée administrativement à la station de Sciences du Sol d'Avignon dont Georges Monnier était directeur. Je le connaissais bien dans la mesure où il avait fait toute sa carrière en physique du sol chez M. Hénin.

J'ai passé ainsi trois ans au Bas Rhône-Languedoc et ai participé à des études très intéressantes où je pouvais m'appuyer sur des personnes très studieuses auxquelles je pouvais apporter des connaissances et des réflexions acquises précédemment. Je me suis efforcée, en effet, de faire en sorte que leurs actions s'intègrent dans un ensemble plus cohérent. C'est à ce moment-là qu'on a monté tout un programme qui avait été demandé par la région sur les besoins en eau de la vigne. Ce programme, présenté en 1972, ne serait peut être plus accepté aujourd'hui, mais il a suscité une multitude de travaux ayant une bonne tenue scientifique qui ont donné lieu à un grand nombre de publications.

D.P. — Est-ce que Max Falque n'était pas une personne qui, à la compagnie du Bas-Rhône-Languedoc, s'occupait de planification écologique ? Avez-vous eu l'occasion de travailler avec lui ?

S.M. — Non, je n'ai pas été en relation avec lui, mais son nom me dit quelque chose. Elle était grande la Compagnie du Bas Rhône-Languedoc : il y avait 800 personnes à l'époque, et beaucoup de secteurs. Je travaillais dans le secteur Solaigue, ce qui voulait dire "le sol et l'eau". Mes activités se sont poursuivies pendant trois ans car, en 1975, mon mari a été nommé ingénieur général. On lui a proposé de venir à Antony, pour diriger le CETEGREF (qui a fusionné plus tard avec le CNEMA pour former le Cemagref). Je suis donc revenue à Paris et ai demandé une affectation. Je commençais à devenir un peu encombrante ! En 1982, J. Poly était PDG de l'INRA, il y avait deux inspecteurs généraux MM. Gustave Drouineau et André Cauderon. J. Poly avait un peu envisagé que j'aie travaillé avec lui, mais j'avais demandé à continuer à m'occuper de questions d'eau. On avait prévu que je dirige une station d'agronomie à créer à Grignon, ce qui ne m'emballait pas. Le projet a finalement été abandonné, ce qui m'a ravie. On m'a confié alors une mission "eau" (mission sur les problèmes de l'eau considérée comme facteur de production), le travail consistant surtout à superviser l'écriture d'un ouvrage faisant le point des recherches sur l'eau à l'INRA. J'ai donc fait ce travail de 1975 à 1978, coordonnant les articles qui m'étaient envoyés. Entre temps, a éclaté la crise de l'énergie. Philippe Chartier a été chargé de créer un secteur énergie. Au bout de quelques temps, il a demandé quelqu'un pour travailler avec lui. J. Poly m'a alors désignée. J'ai passé donc quelques années fort intéressantes avec P. Chartier. Quand il a été nommé directeur scientifique de l'AFME, j'ai pris sa place et suis devenue responsable du programme Biomasse-Energie de l'INRA (de 1982 à 1985).

D.P. — Quels étaient les buts de ce programme ?

S.M. — Il s'agissait de prospecter les énergies nouvelles et d'inciter les chercheurs de l'INRA à effectuer des travaux dans cette direction. Il s'agissait de voir ce qui pouvait être fait sur la bio-énergie, les ressources qui étaient susceptibles de fournir de l'énergie (c'est-à-dire les pailles, les produits forestiers, les plantes énergétiques), les voies de transformation par méthanisation ou distillation. Des économistes, comme Jean-Claude Sourie, ont participé à la réflexion.

En 1982, J. Poly a décidé de me confier la direction du secteur milieu physique pour remplacer Roger Bouchet. J'ai exercé cette fonction jusqu'en 1985, date à laquelle j'ai fait valoir mes droits à la retraite.

D.P. — Ce travail vous a-t-il intéressée ?

S.M. — Oui, parce que, si je connaissais déjà bien la science du sol, j'ignorais tout de ce qui se faisait en bioclimatologie, hormis les aspects qui avaient trait à l'eau dont je m'étais occupée. J'ai continué à écrire des publications et à faire quelques communications (2). Mais, comme je souhaitais depuis quelque temps cesser mon activité, malgré l'intérêt de cette fonction (institutrice à l'âge de 18 ans, j'avais dépassé depuis longtemps les 37 annuités et demi), j'ai demandé à J. Poly de m'en aller. Il m'a

répondu que je pouvais partir quand je voulais. J'ai l'impression qu'il m'avait en partie fait nommer à ce poste, en 1982, parce que j'étais une femme.

M. Jean-Pierre Chevènement qui était alors Ministre de la Recherche a invité plusieurs fois à déjeuner des femmes chargées d'un service public. La gauche venait d'arriver au pouvoir, favorisant une certaine promotion de la femme (il y en avait un plus grand nombre au gouvernement à ce moment-là), évolution à laquelle J. Poly n'était pas insensible. Il avait eu, sans doute, le choix entre de nombreuses personnes pour ce poste, mais il a tenu peut-être à me choisir aussi pour pouvoir dire que l'INRA était à l'avant garde, ayant une femme comme directeur scientifique.

D.P. — Peut-être aussi parce qu'il vous aimait bien ?

S.M. — Oui, c'est sûr, je m'entendais bien avec J. Poly et ai eu toujours beaucoup d'admiration pour lui. A l'Académie d'agriculture, où je m'occupe d'un groupe de travail sur les problèmes de l'eau, d'un comité de lecture, de prix scientifiques, on m'a demandé de même, en 1996, de devenir vice-présidente, ce qui m'a un peu surprise (quoique Mme Grunberg soit présidente de l'Académie des Sciences et que ce soit une femme qui ait été à la tête de l'Académie vétérinaire). Je pensais qu'au moment du vote, les membres de l'Académie qui sont essentiellement des hommes me refuseraient leurs suffrages. Il n'en a rien été, ce qui montre bien une évolution profonde. Le fait d'être une femme a, cette fois, joué plutôt en ma faveur.

D.P. — Qui vous a remplacée à la tête du secteur milieu physique, quand êtes-vous partie à la retraite ?

S.M. — J'ai été remplacée par J.C. Rémy, puis par Jean Mamy. J'avais envie, en 1985, de faire tout autre chose, du sport, de la musique. J'avais le désir aussi de m'occuper de problèmes sociaux (écrivain public bénévole, donneur de voix pour les mal-voyants). J'avais eu, bien sûr, des gens en face de moi, mais je n'ai jamais eu le temps de me plonger dans la société autre que celle des chercheurs. Je me suis dit qu'il fallait laisser la place aux autres et faire ce dont j'avais envie tant qu'il était encore temps. A partir d'un certain âge, vous risquez, en effet, d'être très diminué. Je ne voulais plus avoir d'activités techniques ou scientifiques, mais j'ai accepté de répondre favorablement à A. Cauderon lorsqu'il m'a demandé de venir travailler avec lui à l'Académie (correspondante en 1984, je suis devenue membre titulaire en 1989). Les choses font que je passe aujourd'hui les trois quarts de mon temps à travailler pour cette institution.

D.P. — Le récit que vous venez de faire montre une vitalité peu commune et de remarquables facultés d'adaptation. Mais de toutes les fonctions que vous avez exercées, laquelle vous a donné le plus de satisfactions ?

S.M. — C'est difficile de répondre à cette question : les trois années que j'ai passées comme directeur scientifique m'ont donné de grandes satisfactions. Mais je n'avais guère le temps de prendre du recul, parce que, comme tous les directeurs scientifiques, je me trouvais submergée par les dossiers, l'organisation des concours. J'ai écrit, à cet égard, un poème, sur les "rythmes ou la journée d'un directeur scientifique" qui reflète les stress et le manque de recul que j'ai pu connaître (3). J'ai bien aimé aussi tout ce que j'ai pu faire au Bas-Rhône, même si je me sentais un peu coupée de mes origines et de mes ambitions plus scientifiques. Quand j'ai dû exercer la fonction de directeur de station, j'ai été obligée, par la force des choses, de garder un certain nombre d'orientations et de me disperser, ce dont j'ai toujours souffert. J'ai toujours eu la sensation (sans éprouver de culpabilité) d'avoir des manques, d'être un peu stressée dans tout ce que je faisais. Aussi, ce qui me plaît le plus, je crois, c'est ce que je fais maintenant : j'ai le temps de réfléchir, j'ai le temps de faire des choses, de les prendre par le bon bout. Mais, par contre, j'ai perdu toute ma capacité d'expertise. Dès qu'on n'est plus sur un sujet précis, on perd, à l'évidence, de sa compétence. Mais enfin je me dis que plus on est âgé, plus on doit développer ses facultés de synthèse. Il n'est plus nécessaire d'être aussi pointu, il faut devenir plus généraliste et développer ses capacités de réflexion. C'est ce que j'essaie de faire dans la nouvelle section VII ("Environnement, ressources naturelles, aménagement de l'espace et environnement") dont je suis secrétaire. Cet intérêt que je ressens aujourd'hui ne veut pas dire évi-

demment que je ne me suis pas plu à l'INRA. Bien au contraire, je garde un souvenir très heureux des moments que j'y ai passés.

D.P. — Mais en quittant l'INRA, avez-vous éprouvé un sentiment de soulagement ?

S.M. — Je n'ai plus ressenti les stress qui lui étaient liés.

D.P. — Les jeunes chercheurs, lorsqu'ils se trouvent encore à la paillasse, sont tentés de réclamer la liberté la plus grande pour laisser s'épanouir leur créativité. En gravissant les échelons de la hiérarchie, en prenant plus de responsabilités, ils changent toutefois de discours et acceptent plus volontiers la nécessité d'une programmation de la recherche. Mais cette programmation de la recherche s'accompagne souvent de contrôles plus tâtilons et bureaucratiques. Pensez-vous que cette antinomie dans le discours soit à l'origine de cette tension, de ces stress dont vous avez parlé ?

S.M. — Pour moi, la liberté était alors totale et je vous assure que j'aurais souhaité débiter ma carrière en étant plus encadrée ! Je pense que je me trouverais bien maintenant dans une recherche programmée, mais à condition qu'il y ait quand même de petites possibilités d'innovation et d'expression personnelle. Je crois que les chercheurs qui disent vouloir plus de liberté n'ont pas débuté vraiment leur carrière scientifique en étant tout seuls dans leur coin ! Ils souhaiteraient être un peu plus encadrés. Mais je pense que la liberté laissée à l'imagination, c'est très important. Quoique j'aie constaté une chose qui m'a donné beaucoup d'humilité. Il s'est trouvé que, dans mes recherches, je cherchais des choses, et quelquefois c'est autre chose que je trouvais. Je ne suis pas la seule, mais je trouve que ça rend très humble. Vous cherchez quelque chose et ce n'est pas ça que vous trouvez, ou bien ce que vous avez trouvé, c'était par hasard et ce n'était pas ce que vous aviez cherché. La recherche est décidément une excellente école d'humilité.

D.P. — Vous avez fait des tas de choses durant votre carrière pour vous apercevoir, en fin de course que vous n'étiez plus dans le coup et que beaucoup de choses vous avaient à la longue dépassée. Cette évolution assez inéluctable que connaissent beaucoup de scientifiques a-t-elle été suffisamment prévue aujourd'hui par notre Institut ? Les chercheurs peuvent, sans doute, faire avec succès de la recherche hard pendant quelques années, mais ils sont condamnés à se reconverter, avant de décrocher totalement. Mais faudrait-il encore que des possibilités de reconversion leur soient offertes, au moment où ils en ressentent un jour le besoin ! A votre avis, qu'est-ce qui a changé fondamentalement dans le métier de chercheur depuis votre entrée à l'INRA et qui le rend parfois si anxiogène ?

S.M. — Les progrès des connaissances sont devenus si rapides que personne ne peut plus prétendre toutes les acquérir. A moins de réduire son domaine de préoccupations. Il y a deux choses : le fait d'être compétent sur une question particulière et le fait d'avoir une vision plus globale des problèmes. Des compétences pointues ne sont plus indispensables dans ce cas, même s'il faut quand même faire un effort pour se tenir au courant, ce qui implique de lire beaucoup. Alors je pense quand même que maintenant il y a eu une telle transformation dans la possibilité de recevoir les connaissances que c'est peut-être plus simple que quand j'étais chercheur. Il n'y avait alors que des microfilms ou des photocopies d'articles, alors que les chercheurs ont accès directement aujourd'hui aux banques de données qui leur communiquent les renseignements dont ils ont besoin dans des temps plus courts et sans qu'il aient à faire d'efforts. Mais il leur faut trier pour ne pas être submergés complètement par toute la bibliographie, les articles scientifiques. D'où l'obligation de recourir à des synthèses.

D.P. — Est-ce un des buts de l'Académie que de les favoriser ?

S.M. — Oui, bien sûr ! Des synthèses sur un sujet, mais qui a un intérêt social, qui est en rapport avec les préoccupations actuelles et futures de la société, comme la place qu'elle doit réserver à l'agriculture.

Elle doit s'interroger, par ailleurs, sur la façon dont on peut transposer des résultats de recherche dans l'agriculture de demain.

D.P. — Comment l'INRA dont les recherches tendent à devenir aujourd'hui de plus en plus spécialisées vous semble-t-il prendre en compte les attentes des agriculteurs ? Est-ce que les autres préoccupations auxquelles il s'intéresse, comme la sauvegarde de l'environnement, l'amélioration de la qualité sont de nature à remettre en cause son identité ?

S.M. — Je ne crois plus qu'il y ait encore beaucoup d'équipes à l'INRA, qui cherchent à accroître la production.

D.P. — Mais est-ce qu'en affichant les mêmes préoccupations que le CNRS ou l'INSERM, en utilisant les mêmes méthodes scientifiques qu'eux, sa raison d'être ne risque-t-elle pas quelque peu de s'estomper ?

S.M. — Je ne le pense pas, parce qu'il y aura toujours des problèmes qui seront propres à l'INRA. L'environnement, la qualité des produits, vous croyez que c'est le CNRS qui va les traiter ? Je ne le pense pas ! L'INRA diffère du CNRS, parce que justement il a une finalité. De même, l'INRA se distingue des instituts techniques, alors que du temps où j'ai commencé ma carrière, il jouait quasiment leur rôle. Je pense que c'est très bien qu'il n'en soit plus ainsi.

D.P. — A-t-il été difficile de faire émerger, dans votre domaine, des questions scientifiques, alors que certains souhaitaient plutôt cantonner l'INRA dans des études appliquées, à des fins immédiatement opérationnelles ?

S.M. — Si on ne fait pas de recherche fondamentale, on ne peut pas faire d'applications. Cette idée n'est pas facile à faire passer ! Personnellement, je n'ai pas fait de recherche vraiment fondamentale, mais j'ai toujours pensé que c'était ça qu'il fallait promouvoir, pour pouvoir appliquer par la suite ses résultats. Alors bon, si on est un peu fondamentaliste, vous semblez craindre que l'on mime le CNRS ! On ne sera jamais CNRS parce qu'il y aura toujours à l'INRA des gens, comme par exemple Jean-Pierre Deffontaines, intéressés par les problèmes d'aménagement de l'espace, c'est-à-dire par les relations espace/société. Dans l'espace rural, il y a les agriculteurs, mais aussi d'autres catégories sociales, venues ou non de la ville.

D.P. — Comment concilier à propos de l'environnement les apports des sciences techniques, comme l'agronomie et la pédologie et ceux des sciences humaines ?

S.M. — On se heurte aux traditions et aux modes de pensée rigides des divers départements scientifiques. Et on a le même problème à l'Académie avec les diverses sections. Je me suis battue pour le décloisonnement des sections qui sont très verticales (même si l'une d'elle s'intéresse aux problèmes d'environnement) et constituent souvent des petits États dans l'État. Pour briser cela, j'ai fait admettre le principe de groupes de travail transversaux, et tout de suite, j'ai bétonné pour le groupe Eau qui a vu le jour en 93. Au début, on s'est un peu cherché, mais il y a toujours des possibilités (comme l'a montré Flichmann sur les problèmes de l'eau) d'aller au-delà des frontières, même si elles semblent à un moment difficilement franchissables.

D.P. — Si j'en juge par mon expérience personnelle, ce sont les économistes et les sociologues qui ont essayé de faire les premiers pas en direction des forestiers, et non l'inverse.

S.M. — Ah les forestiers ! c'est encore autre chose. Ils forment un Etat dans l'État. Par contre, les économistes me semblent souvent plus ouverts que les autres chercheurs, peut-être en raison de leur formation. Cela doit dépendre toutefois beaucoup des individus.

D.P. — Compte tenu de l'expérience que vous avez acquise durant votre carrière, qu'est-ce que vous aimeriez dire à un jeune chercheur qui arriverait à l'INRA ?

S.M. — Un jeune chercheur doit avoir un travail personnel important, préparer une thèse, mais il y a une chose qui est très importante, c'est d'avoir conscience qu'on ne peut plus rien faire tout seul. Si on peut envisager d'étudier, tout seul, un point particulier, cela ne peut jamais aller bien loin et on ne peut aboutir que si on travaille avec les autres. Il faut que sa contribution se fonde très vite dans un travail d'équipe.

D.P. — Oui mais n'y a-t-il pas actuellement une antinomie dans le fait qu'on pousse les gens à travailler en équipe mais qu'en même temps le système d'évaluation ne porte que sur les capacités individuelles et exacerbe en son sein les concurrences ?

S.M. — Oui mais ça, il faudrait le réformer : il faudrait, en effet, que les concours prennent davantage en compte le travail en équipe. C'est ce que j'avais essayé de faire quand j'étais directeur scientifique. Il y avait un petit plus pour ceux qui acceptaient de travailler à plusieurs. Le problème existe pour les publications, parce qu'on s'interroge toujours sur la contribution de chacun, le premier sur la liste des auteurs ayant toujours le plus fort coefficient. Mais je sais qu'on avait accordé quand même des petits plus aux dossiers de chercheurs qui avaient fait l'effort de se rapprocher d'autres équipes. Mais ça, c'est un problème général du ressort de la direction générale de l'INRA et des autres organismes de recherche.

D.P. — Y a-t-il eu des effets de mode dans votre discipline ? Est-ce qu'il vous a fallu modifier votre problématique et vos sujets de recherche pour tenir compte de ses injonctions ?

S.M. — Des effets de mode ? il y en a eu un en tout cas pour l'énergie, parce qu'au moment où il y a eu la crise de l'énergie, il a fallu mobiliser très vite des forces sur ce créneau.

D.P. — A l'INRA, cela a-t-il été très sensible ?

S.M. — Oh oui, très sensible, pendant quelques années. Puis après c'est passé de mode. Et puis maintenant d'ailleurs, ce n'est plus à la mode.

D.P. — Votre carrière a été ponctuée de différents épisodes, mais en vous écoutant, on a l'impression que vous n'avez jamais eu de doutes ou de passages à vide. Il semble que vous avez traversé vos diverses péripéties avec le même optimisme et un égal bonheur.

S.M. — Ah ça, c'est mon tempérament. Mais le doute du chercheur, je l'ai eu ! Je n'ai pas eu vraiment de passages à vide. Et c'est même assez étonnant, parce que je ne suis pas entrée dans la recherche par vocation, mais par hasard parce que je me suis mariée. J'aurais pu aller à l'Université ou ailleurs. Mais je suis contente d'avoir fait de la recherche. Il se trouve qu'elle a porté sur des questions agronomiques mais elle aurait pu porter, tout aussi bien, sur des questions médicales. Ce qui m'a plu finalement, c'est plus d'avoir fait de la recherche que de l'agronomie. J'ai beau être née dans un milieu rural, je n'étais pas du tout portée sur ces questions.

D.P. — Mais les activités de la recherche sont multiples comprenant aussi bien les rapports avec les collègues, la recherche de crédits, la lecture et l'écriture d'articles scientifiques, les manipulations diverses au champ ou à la paillasse ? Quelles sont celles qui vous ont apporté les plus grandes joies ?

S.M. — La recherche de crédits, c'est l'aspect négatif du métier. Il en est de même de tout les aspects administratifs. Je les ai acceptés, parce qu'il fallait bien le faire, mais j'ai un peu le sentiment d'avoir été sacrifiée très jeune pour faire ça.

D.P. — Avez-vous fait beaucoup d'enseignement durant votre carrière ?

S.M. — J'ai enseigné à l'ENSA de Dijon, mais bien que j'aie été institutrice, je n'aime pas beaucoup l'enseignement car cela me demande une telle dépense d'énergie pour rester en contact avec mon auditoire que je suis épuisée au bout d'une heure de cours. Je dis que je ne suis pas douée pour l'enseignement, parce que quelqu'un qui aime vraiment l'enseignement ne sent pas sa fatigue.

D.P. — Le fait de manipuler des objets, de la terre a-t-il compté beaucoup pour vous ?

S.M. — Non, je crois que c'est dans la démarche de recherche, le raisonnement intellectuel qu'a résidé surtout le plaisir que j'ai trouvé à exercer mon métier. Chercher quelque chose, focaliser sur elle son attention ? Si vous trouvez, vous êtes content, si vous ne trouvez pas, vous trouvez autre chose. Cela vous ramène bien à vos limites. Et c'est plus cet "aspect moral", qui m'a intéressée, c'est plus le métier dans sa démarche et dans ce qu'il apportait moralement. Moi je suis contente d'avoir été chercheur, parce que ça m'a empêché d'être pédante. Quand on est un bon chercheur, on ne peut pas être imbu de soi. Et d'ailleurs, j'ai vu la limite des gens quand j'ai cordonné la réalisation de ce fameux ouvrage sur les recherches de l'INRA sur l'eau. Socialement parlant, c'était intéressant à observer. Il y avait là une quinzaine d'articles rédigés par des auteurs différents. Lecteur, je devais remanier les textes qui m'étaient envoyés. C'est là que j'ai vu la classe différente des gens. Il y avait des auteurs de haut niveau, qui acceptaient très bien les critiques et d'autres qui ne les admettaient pas. Pour moi, un chercheur qui n'admet pas une critique ne peut prétendre à ce titre. Ce qui m'a plu dans le métier de chercheur, ce sont les qualités morales qu'il réclame et que d'autres métiers n'exigent pas au même titre. On dit souvent qu'un chercheur est fait pour "trouver", mais je pense qu'il est fait d'abord pour "chercher" !

Rythmes ou la journée d'un directeur scientifique

*Une aube en gris
Soleil piégé
Quarante huit feux
Les éboueurs
Et les livreurs
Des gens en gris
Sentent la nuit.*

*Un ascenseur
Problématique,
L'aspirateur
Systématique
Qui chante en fa
Dans sa routine
L'air des mâtines.*

*Des réunions
En cavalcade,
Des commissions
En débandade
Et les dossiers
Mangés tout crus,
Pas digérés.*

*Des rendez-vous
En courant d'air,
Le téléphone
Autoritaire
Et le courrier
Tapi en coin,
L'air anodin.*

*Des notes à droite
Des lettres à gauche,
Le vide en face.
Etat d'urgence,
Rapports qui dansent,
Liste d'attente,
Le premier passe.*

*Le temps qui file
Entre les doigts,
Qu'on a perdu
Comme le silence
Et le soleil
Qui était là,
Qu'on n'a pas vu.*

*Journée remplie,
Rien n'est fini
Et c'est la nuit
D'un soir en noir.
Demain suivra
Et caetera.
C'est sans espoir.*

Notes

- (1) Voir à ce propos Jamagne qui a été "pédologue mercenaire", payé par la Chambre d'Agriculture de l'Aisne, avant d'entrer à l'INRA. Il est devenu plus tard chef du service d'étude des sols et de la carte pédologique des sols.
- (2) Au total, j'ai rédigé près de 150 publications, dont 15 notes à l'Académie des sciences, 34 notes à l'Académie d'agriculture, 18 mémoires aux Annales Agronomiques, 36 mémoires dans d'autres revues françaises à comité de lecture, 2 mémoires dans des revues de langue anglaise, 17 communications dans des congrès divers. J'ai participé, en outre, à la rédaction de 5 ouvrages tournés davantage vers la vulgarisation.
- (3) Ce poème de S. Mériaux, extrait d'un recueil intitulé "D'ombre et de lumière", collection poésie, Le méridien éditeur, 1987, a été reproduit à la fin de cet entretien.

Curriculum vitae sommaire

- 1942-44 : Institutrice dans le Jura.
- 1945-46 : Aide technique au CNRS, à Besançon
- 1946-47 : Assistante de Faculté (géologie à Besançon)

- ◆ Grades à l'INRA :
 - 1947 : ACS à l'INRA.
 - 1950 : Assistante de recherche à l'INRA.
 - 1954 : Chargé de recherche à l'INRA.
 - 1961 : Maître de recherche à l'INRA.
 - 1968 : Directeur de recherche à l'INRA (DR1).

- ◆ Responsabilités administratives :
 - 1955-56 : directeur intérimaire de la station d'agronomie de Dijon.
 - 1960-72 : Directeur de cette station.
 - 1968-72 : Chargé de cours de phytotechnie à l'ENSSAA de Dijon.
 - 1968-70 : Administrateur adjoint du CRA du Centre-est.
 - 1972-75 : Mise à disposition de la Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas Rhône-Languedoc.
 - 1975-82 : Chargée de mission pour les problèmes de l'eau.
 - 1982-85 : Responsable du programme Biomasse-Energie de l'INRA.
 - 1982-85 : Directeur scientifique du secteur Milieu physique de l'INRA.

- ◆ Autres activités :
 - 1984 : Membre de l'Académie d'agriculture.
 - 1996 : Vice président de l'Académie d'agriculture.